



Les États-Unis menacent d'autres attaques après avoir frappé la Syrie avec des missiles de croisière

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 10 avril 2017

[wsws.org](#) 8 avril 2017

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le lendemain que des navires de guerre des États-Unis ont fait pleuvoir quelque 60 missiles Tomahawk sur une base aérienne du gouvernement syrien, les responsables américains ont clairement indiqué que cette attaque unilatérale et criminelle contre un ancien pays colonial opprimé n'est que le premier coup de feu dans une campagne d'escalade et d'élargissement de l'agression militaire américaine.

Le gouverneur de la province centrale de Homs en Syrie a signalé vendredi que les missiles ont tué au moins 15 personnes, dont neuf civils. Quatre des morts étaient des enfants. Beaucoup plus de civils ont été blessés par deux des missiles, qui ont frappé les villages voisins. Six des morts étaient des membres du personnel syrien à la base aérienne d'al-Shairat.

Cette frappe de missiles a été la première fois que Washington a mené une attaque militaire directe contre les forces gouvernementales syriennes depuis que les États-Unis et leurs alliés régionaux ont orchestré une guerre pour le changement de régime en utilisant des « rebelles » islamistes liés à Al-Qaïda. L'attaque sur la base aérienne est une intervention directe dans cette guerre du côté des éléments d'Al-Qaïda.

Vendredi, le Premier ministre russe, Medvedev, a averti Washington que cette action immensément imprudente l'avait amené « au bord d'un conflit militaire » avec la Russie, puissance nucléaire, qui dispose d'une unité aérienne dans la base frappée par les missiles américains.

Le mardi précédent, Washington s'était saisi d'un prétendu incident d'armes chimiques dans le village de Khan Sheikhoun dans la province d'Idlib comme prétexte pour l'attaque de jeudi soir. La Syrie a nié toute utilisation de telles armes, et Washington et ses alliés n'ont présenté aucune preuve pour étayer leurs allégations relatives à l'incident, qui a toutes les apparences d'une provocation organisée par la CIA et ses sbires islamistes.

Le gouvernement russe, parmi d'autres, a souligné le fait évident que l'attaque très élaborée menée jeudi soir par deux destroyers américains en Méditerranée orientale a dû être bien planifiée avant même que l'incident ait eu lieu. L'événement a été organisé bien à l'avance, y compris la présence des « militants médiatiques », liés à Al-Qaïda, financés par les États-Unis, présents et prêts à filmer l'attaque au gaz, afin de fournir à Washington le

prétexte de propagande dont il avait besoin pour son agression.

Lors d'un vif échange au Conseil de sécurité des Nations Unies vendredi, l'ambassadeur des États-Unis Nikki Haley a mis de côté les dénonciations d'autres diplomates selon lesquelles l'action unilatérale des États-Unis constituait une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international, insistant de manière provocante pour que l'impérialisme américain soit prêt à faire la même chose à nouveau et beaucoup plus.

« Les États-Unis ont fait un pas très mesuré la nuit dernière », a déclaré Haley. « Nous sommes prêts à faire plus, mais nous espérons que cela ne sera pas nécessaire. »

Auparavant, sachant très bien que l'attaque américaine était imminente, Haley, qui agit en tant que présidente par rotation du conseil pour le mois d'avril, a fait reporter un vote sur une résolution de compromis demandant une enquête objective sur l'attaque chimique alléguée, cette résolution a été rédigée jeudi par les 10 membres non permanents du Conseil de sécurité.

Washington n'a pas d'intérêt à une telle enquête, elle révélerait presque certainement que la source de tout incident sur les armes chimiques n'était pas le gouvernement du président Bashar al-Assad, mais plutôt les éléments d'Al-Qaïda qui contrôlent cette région de la province d'Idlib. Il est clair que la frappe des États-Unis fournit aux éléments islamistes en Syrie toutes les motivations pour organiser davantage d'incidents d'armes chimiques pour prétexter une escalade croissante de l'agression militaire américaine.

La session du Conseil de sécurité de l'ONU a été convoquée à la demande de la Bolivie, de la Russie et de la Syrie. L'ambassadeur bolivien Sacha Llorenti a commencé le débat avec une dénonciation flagrante de l'attaque des États-Unis, déclarant que les responsables américains « croient qu'ils sont des enquêteurs, ils sont les avocats, les juges et ils sont les bourreaux ».

Il a caractérisé la frappe des États-Unis comme « une violation extrêmement grave du droit international », tout en soulignant que ceci n'était « pas la première fois ». Llorenti a tenu une photo du secrétaire d'État, Colin Powell prononçant son discours du 5 février 2003 au même Conseil de sécurité de l'ONU insistant sur le fait que Washington avait une preuve irréfutable des inexistantes « armes de destruction massive », le prétexte notoire pour l'invasion américaine à peine un mois plus tard.

Cette guerre fondée sur des mensonges, a ajouté l'envoyé bolivien, a entraîné « un million de morts » et « une série d'atrocités » dans tout le Moyen-Orient.

Llorenti a dénoncé Washington pour son « double standard », invoquant « les droits de l'homme », « la démocratie » et le « multilatéralisme » seulement lorsqu'il sert ses propres intérêts stratégiques. Il a rappelé la série de coups d'État militaires orchestrés par la CIA en Amérique latine et la formation des forces de sécurité latino-américaines au Pentagone dans l'art de la torture.

Le représentant permanent adjoint de la Russie aux Nations Unies, Vladimir Safronkov, a également condamné le bombardement des États-Unis comme une « violation flagrante du droit international », avertissant que « les conséquences pour la stabilité régionale et internationale peuvent être extrêmement graves. »

Safronkov a affirmé que Washington avait agi délibérément afin de dérailler toute « enquête

indépendante et impartiale » dans l'incident présumé du 4 avril de Khan Sheikhoun. « Vous avez eu peur », a-t-il déclaré, « car ses résultats pourraient détruire votre paradigme anti-régime. »

L'ambassadeur de Russie a ridiculisé la performance donnée auparavant par l'ambassadeur des États-Unis, Haley, dans laquelle elle a tenu les photographies de deux enfants syriens et a demandé : « Combien d'autres enfants doivent mourir avant que la Russie ne s'en soucie ? »

« Je ne vais pas organiser un spectacle cynique et tenir des photographies », a-t-il déclaré, mais il a demandé pourquoi il n'y avait pas une telle préoccupation pour les enfants de Mossoul, où un seul coup de bombardement américain a tué plus de 300 civils, la plupart des femmes et des enfants, le mois dernier. Des milliers d'autres personnes ont été tuées et blessées lors des attaques aériennes américaines menées en Irak et en Syrie.

L'ambassadeur adjoint de la Syrie à l'ONU, Munzer Munzer, a dénoncé l'attaque américaine comme un « acte d'agression barbare et flagrant » et une continuation du soutien des États-Unis aux « terroristes » liés à Al-Qaïda, qui, selon lui, avaient stocké à plusieurs reprises et utilisé des armes chimiques dans les attaques en Syrie avec le soutien de leurs clients, en particulier en Arabie saoudite, au Qatar et en Turquie.

Tous les représentants des puissances d'Europe occidentale ont exprimé leur soutien à la frappe américaine de missiles en des termes qui ont suggéré que leurs gouvernements puissent mener leurs propres actions militaires dans le cadre d'une lutte impérialiste pour le contrôle d'un Moyen-Orient riche en pétrole. L'ambassadeur italien Sebastiano Cardi était peut-être le plus explicite dans ce sens, soulignant les « intérêts majeurs et directs de son pays en Méditerranée ».

La perspective de l'action militaire des États-Unis provoquant une guerre mondiale plus large et potentiellement catastrophique a été mise en évidence vendredi, avec l'annonce par Moscou de la suspension d'un protocole d'accord de 2015 conclu avec le Pentagone sur la déconfliction qui a mis en place des lignes de communication entre les États-Unis et des unités militaires russes opérant en Syrie pour éviter les affrontements entre les avions de combat des deux pays. La Russie a également indiqué qu'elle augmenterait ses systèmes de défense antimissiles autour de bases qu'elle utilise conjointement avec les forces armées syriennes.

Pendant ce temps, des responsables supérieurs du Pentagone, parlant sous condition de l'anonymat, ont déclaré aux journalistes vendredi qu'ils enquêtaient sur une possible « complicité » russe dans la prétendue attaque chimique, indiquant que le commandement militaire des États-Unis cherche une confrontation avec Moscou.

À Washington, le reversement soudain de la politique de Trump qui évitait le conflit avec le gouvernement Assad en Syrie en faveur d'une intervention militaire américaine centrée sur la lutte contre l'État islamique d'Irak et de Syrie (EIIS) a suscité un soutien bipartite vocal, en particulier des démocrates qui ont jusque-là diabolisé l'administration pour ses prétendus liens avec la Russie.

Dans la mesure où les principaux démocrates ont montré leur enthousiasme pour l'acte d'agression militaire américaine, c'était afin de demander à Trump d'élaborer une proposition pour sa poursuite et son escalade.

Le chef de la minorité démocratique du Sénat des États-Unis, Charles Schumer, a loué l'attaque contre la Syrie. « Assurant qu'Assad sait que lorsqu'il commet de telles atrocités méprisables, il payera un prix est ce qu'il fallait faire. » Toutefois, il a ajouté : « Il incombe maintenant à l'administration Trump de proposer une stratégie cohérente et de consulter le Congrès. »

De même, le sénateur Ben Cardin, le démocrate de plus haut rang au Comité des relations extérieures du Sénat, a demandé à Trump : « Donnez-nous votre stratégie sur la Syrie et venez vers nous si vous utilisez la force, car vous devez obtenir une autorisation. » Il a ajouté que, si l'attaque de jeudi pourrait n'être qu'une attaque ponctuelle, toutefois « les circonstances pourraient changer. »

« Je pense que c'était la bonne démarche », a déclaré le sénateur, Amy Klobuchar (démocrate, Minnesota), à propos de la frappe des missiles du vendredi. « À l'avenir, je pense que nous devrions avoir une Autorisation pour l'Utilisation de la Force Militaire, si en fait, il y aura d'autres mesures prises. »

Le non-dit dans l'appel des démocrates pour une nouvelle autorisation d'utilisation de la force militaire (AUFM) est le fait que les administrations de Trump et d'Obama avaient précédemment invoqué l'autorisation d'une action militaire de 2001 contre les responsables des attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington.

Maintenant, cependant, les États-Unis interviennent militairement dans une guerre civile que la CIA elle-même a orchestrée, apportant un soutien militaire à Al-Qaïda, qui a revendiqué la responsabilité pour le 11 septembre. Le gouvernement syrien a signalé que, immédiatement après la frappe américaine de missiles, le Front Al Nusra ainsi que l'EILS ont lancé de nouvelles attaques.

Le rassemblement des démocrates autour de Trump à l'appui de l'agression militaire américaine en Syrie montre clairement que l'opposition du parti à la nouvelle administration s'appuyait non sur ses attaques réactionnaires contre les droits démocratiques, les immigrants et les conditions sociales de la grande masse des Américains, mais plutôt sur la menace qu'elle abandonnerait des plans établis de longue date de l'appareil militaire américain et des services de renseignement afin d'aggraver l'agression et la provocation contre non seulement la Syrie, mais aussi son principal allié, la Russie.

Avec l'armée qui consolide son contrôle sur la politique étrangère de l'administration Trump à travers des intervenants comme le secrétaire à la Défense, James « Chien enragé » Mattis, un général des *Marines* à la retraite et H.R. McMaster, général d'active qui a repris le poste de conseiller à la sécurité nationale, les démocrates se rassemblent autour de Trump en sa qualité de « commandant en chef » en titre.

Bill Van Auken

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 8 avril 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Bill Van Auken, wsws.org](http://www.wsws.org), 2017

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca